

« C'est en construisant un nouveau discours que nous pourrions mieux dialoguer avec les jeunes, les motiver et les inciter à s'engager en faveur de la prévention. »

accentuer ses axes de prévention ? Je suis en train de réfléchir aux partenariats que nous allons développer. Je suis quand même moins pessimiste que vous sur le tissu associatif. Il y a beaucoup de choses à faire et l'engagement à la base peut être consolidé par les informations que nous recueillons auprès de l'INVS. Cet institut nous permet d'ailleurs, de façon très efficace et en comparaison avec ce qui existe à l'étranger, d'obtenir des statistiques fiables et révélatrices de la situation. Il n'y a pas d'équivalent dans les autres pays.

Si, justement : l'Angleterre, l'Allemagne, la Suisse et la Hollande disposent de chiffres qui datent du dernier trimestre. La France a du retard dans la surveillance du sida et nous sommes le pays le plus touché d'Europe. Il faut comparer ce qui est comparable. La France est le seul pays au monde à disposer au niveau national d'une surveillance des infections récentes par le VIH et des caractéristiques virales (groupe et sous-type). De plus, nous sommes extrêmement attentifs et à la qualité des données, et à l'anonymat. Ces contraintes allongent le délai d'obtention des données, mais elles sont absolument indispensables.

Et pour les départements d'outre-mer, comme les Antilles et la Guyane ? Je suis dans la même logique. Je sais que de nombreuses campagnes de communication s'adressent aux populations d'outre-mer, mais nous devons nous remettre en question et affiner notre réflexion pour être plus efficaces. De la même manière, je suis prête à m'appuyer sur des partenariats avec des institutions.

En matière de santé, quand allez-vous utiliser les outils de prévention modernes,

comme les messages SMS, les campagnes via des affiches interactives (le métro parisien est sur le point d'en installer plusieurs centaines) et surtout internet ? Dans mon budget, j'ai « sanctuarisé » les financements liés à la lutte contre le sida pour m'assurer que l'engagement soit poursuivi. J'ai même demandé l'augmentation d'un million pour porter à 37,5 millions d'euros les crédits consacrés à la prévention du sida. Ce chiffre n'intègre pas les mesures spécifiques de l'Inpes qui consacre plus de 20 millions d'euros à la prévention du VIH/sida en réalisant des campagnes de communication adaptées aux publics spécifiques et déclinées sur des outils plus interactifs, comme internet. J'inclus cet effort dans un travail de communication plus large en direction des jeunes sur les conduites addictives, les troubles du comportement alimentaire, la prévention du suicide.

Justement, vous êtes dans une position centrale pour réaliser enfin une vraie information sexuelle à l'école, qui reste le grand échec des 25 années de sida. Mon cabinet est régulièrement en contact avec le ministère de l'Éducation nationale. Nous travaillons ensemble et j'ai proposé à Xavier Darcos de lui apporter notre soutien et notre expertise pour mettre en œuvre une meilleure politique d'éducation sexuelle à l'école, dans les collèges et les lycées. Je suis aussi la ministre de la Jeunesse, sa prévention et sa santé est une de mes priorités. Pour être entendus des jeunes, nous devons actualiser notre discours, rénover les mots que nous utilisons et réfléchir à la sémantique. Il faut réfléchir avec d'autres militants qui ne sont pas habituellement spécialistes de la réflexion sur la santé. Les historiens, les philosophes, les psychologues, les associations doivent se prononcer dans ce champ. C'est en construisant un nouveau discours que nous pourrions mieux dialoguer avec les jeunes, les motiver et les inciter à s'engager en faveur de la prévention.

Avez-vous un plan d'urgence d'instauration des tests de dépistage rapide ? Oui, le dépistage VIH par tests rapides est intéressant, mais il comprend aussi certaines limites par rapport aux tests classiques, comme l'existence de davantage de faux négatifs au tout début de l'infection. J'ai donc demandé à la Haute autorité de santé de valider ce dépistage rapide et nous allons avoir ces résultats assez vite.

Oui, mais en Angleterre, en Hollande et en Suisse, les expériences pilote ont déjà deux ans de recul et de données. On va y arriver assez vite. Je suis décidée à avancer sur ce sujet. Nous avons organisé au ministère, en

octobre, une concertation entre les principales agences comme la Haute autorité de santé, l'Afssaps (Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé), l'ANRS (Agence nationale de recherche sur le sida) et la DGS (Direction générale de la santé). Je suis bien évidemment favorable à une expérimentation et je souhaite qu'elle soit conduite sous l'égide du ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports, dans des conditions éthiques et méthodologiques irréprochables.

La France honorera-t-elle ses promesses d'aide aux pays en voie de développement particulièrement touchés par l'épidémie ? Quelle influence politique pouvez-vous avoir, par exemple, sur le sujet fondamental des génériques et des pressions pharmaceutiques exercées pour empêcher leur développement ? La lutte contre le virus ne s'arrête pas à nos frontières et la France est à l'origine de nombreuses initiatives qui aident les pays en voie de développement. Je pense par exemple à l'initiative Unitaid qui, en matière de VIH/sida, facilite l'accès aux traitements. Il y a aussi le programme Esther qui promeut le jumelage hospitalier dans ce domaine. Enfin, nous avons augmenté notre contribution au Fonds mondial de lutte contre le sida. Avec 900 millions d'euros alloués pour la période 2008-2010, nous représentons ainsi la deuxième contribution du monde. Ce n'est pas négligeable. En ce qui concerne l'accès aux médicaments génériques, mon cabinet dialogue avec les ONG françaises et les représentants de l'industrie du médicament. Je plaide avec la plus grande énergie pour que le dialogue se renoue avec l'ensemble des acteurs.

Comment la rupture, que votre administration appelle de ses vœux, se manifestera-t-elle dans le domaine du sida et des hépatites ? En matière de sida et d'hépatites, le combat ne date pas d'hier et je considère que nous avons toujours à apprendre de nos expériences. Clairement, sur ces sujets, nous ne pouvons pas parler de rupture. Ce serait négliger les fruits d'un travail mené par un ensemble d'acteurs. En revanche, cela ne veut pas dire que nous devons cantonner notre action à ce qui a été fait. Il est nécessaire de s'interroger sur les politiques qui ont été menées et sur leurs résultats, pour développer ensuite une stratégie constructive et adaptée au nouveau visage de chacune des épidémies. Sur la prévention, sur le dépistage, sur le traitement, il y a toujours des choses à faire et j'invite chacun à prendre place dans le débat et à s'investir sur ces questions.